AVION

Expressions Communistes

PCF
Parti communiste français
MEMBRE DU
FRONT DE GAUCHE

Journal des Communistes d'Avion *contact@pcfavion62.org* Mars 2013

LA SURVIE C'EST PAS UNE VIE !

AGIR ENSEMBLE ET DÉVELOPPER LE FRONT DE GAUCHE
L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ C'EST POSSIBLE !

Il faut changer de cap politique!

Jamais une politique d'austérité n'a apporté du mieux après des mois de mise en œuvre !

S'il fallait donner des exemples, il suffit de se tourner vers la Grèce, le Portugal, l'Italie ou l'Espagne et maintenant Chypre pour mesurer combien les dégâts sociaux sont terribles pour les familles et les communes !

C'est d'autant plus démonstratif que nous voyons, au moment où il nous est demandé de serrer nos ceintures, **la distribution des dividendes aux actionnaires d'entreprises et des banques progresser de près de 5% en 2012.**

En recherchant des économies dans les poches de ceux qui n'en peuvent plus de subir la précarité, la pauvreté, l'instabilité de l'emploi ou la peur du licenciement, **ce gouvernement est en train de perdre la confiance de celles et de ceux qui ont choisi de mettre dehors la droite après 10 années de destruction sociale.** Comme vous nous n'avons pas envie du retour de ces défenseurs des marchés financiers et de son escorte du F-Haine qui ne dit rien sur les conflits sociaux !

Le président Hollande continue de parler d'inversion de la courbe du chômage pour 2013. Plus personne n'y croit. Il veut nous faire penser, comme les autres chefs d'État européen, qu'il n'y aurait qu'une seule solution pour sortir de la crise: l'austérité et la réduction du «coût» du travail. **Or même des prix Nobel d'économie disent que cette politique est suicidaire !!!**

Le Front De gauche, Pierre Laurent et Jean Luc Mélenchon ne cessent de le répéter ! Il faut qu'une autre répartition des richesses s'engage. Elle ne plumera pas les grandes entreprises puisque, par exemple, **la relance par les salaires relancera les productions et l'emploi.** Il faut aussi que la France exige que la Banque centrale Européenne joue un autre rôle au service de l'emploi et non comme roue de secours des banques qui ont creusé nos difficultés !

Chantages, pressions et mensonges se multiplient au nom d'une crise et d'une dette devenant l'alibi pour la poursuite de la destruction des droits sociaux et de la retraite, du droit du travail et des services publics ! Qui y gagne ! A quoi sert la compétitivité d'une entreprise si elle fait vivre les salariés de plus en plus mal et alimente le chômage et la pauvreté ? A quoi ça sert d'être le pays le plus productif au monde et la 5ème puissance mondiale si l'incertitude du lendemain devient l'angoisse permanente et que les inégalités devant la maladie ou dans l'éducation resurgissent ?

Dominique Watrin, sénateur communiste du Pas De Calais, a appelé le gouvernement à changer « radicalement de logique » en cherchant de nouvelles recettes par le biais de l'impôt sur la fortune ou de la lutte contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale, soit **plus de 70 milliards d'euros potentiels et à notre portée.**

Il est grand temps que l'hostilité populaire à l'austérité, que tous les sondages attestent, se transforme en mobilisation sociale et en volonté politique d'une alternative véritablement de Gauche.

Il ne s'agit pas ici de mieux communiquer, il s'agit de **changer de cap politique** pour arrêter de décevoir ceux qui ont chassé la droite du pouvoir et qui veulent simplement vivre mieux et de façon apaisé pour eux et leurs enfants.

Les Communistes d'Avion seront aux cotés de celles et ceux qui refusent les résignations, qui refusent l'accord patronal dit de « sécurisation des emplois » et celles et ceux qui agissent ici à Avion pour une autre réforme des « rythmes scolaires » attendue par tous!

En nous mobilisant, en nous unissant partout pour d'autres choix que ceux actuellement à l'œuvre, nous donnons de la force à celles et ceux comme vous et nous qui voulons construire une alternative humaine et possible dont a besoin notre pays, dès maintenant !

Quand on est de Gauche,
on ne doit pas se tromper de poche !!!
Jean Marc Tellier

OUI ! L'ARGENT Y EN A !!!

Nulle part il n'est question de s'attaquer aux **309 milliards d'euros** qui, chaque année, vont **du fruit du travail vers les dividendes aux actionnaires et le service financier de la dette des entreprises.**

Pierre Laurent
Sénateur PCF / Front De Gauche
Secrétaire national du PCF

UN ACCORD MINORITAIRE QUI PRECARISERA ENCORE PLUS L'EMPLOI

Le Medef ne fera pas la loi

SÉCURISER L'EMPLOI, PAS LE PATRONAT !

LA VÉRITÉ SUR LE CONTENU DE L'ACCORD… …EN DIX POINTS

1/ L'accord signe la mort du CDI

VRAI L'accord » précise que : « Le contrat de travail à durée déterminée et le contrat de travail temporaire constituent des moyens de faire face à des besoins momentanés de main d'œuvre. Leur utilité économique .... dans un contexte de concurrence mondiale est avérée.

2/ Les contrats courts abusifs vont coûter plus cher aux entreprises

FAUX En 2011, deux embauches sur trois étaient des CDD inférieurs à un mois. Un employeur devra désormais payer… 7 % de plus sur la cotisation assurance-chômage pour les « CDD de moins d'un mois ». En contrepartie, l'embauche d'un jeune exonérera l'entreprise de moins de 50 salariés de 4 mois de cotisations ! Qui peut croire qu'une telle mesure poussera les employeurs à embaucher en CDI d'autant que *de nombreuses exceptions sont prévues qui réduisent à rien les pénalités !*

3/ L'accord encourage le chantage à l'emploi et permet des baisses généralisées des salaires

VRAI Jusqu'à présent, les accords compétitivité-emploi se faisaient au chantage. Avec l'accord sur la Sécurisation de l'emploi, ces accords seront « encadrés ... en cas de graves difficultés conjoncturelles » *attestées par un expert payé par l'entreprise (??).* Ces accords s'ajouteront aux « dispositifs ... de chômage partiel ». Quand ça ira mieux, les salariés devraient partager « le bénéfice économique de l'accord ». *En clair le chantage restera !!!*

4/ Les employeurs pourront à leur gré forcer les salariés à être mobiles

VRAI Le texte prévoit qu'une négociation doit porter sur les conditions dans lesquelles des mobilités professionnelles ou géographiques peuvent être proposées au salarié par l'employeur pour la bonne marche de l'entreprise. Si le salarié refuse la modification se son contrat de travail, il fera l'objet non pas d'un licenciement économique mais « licenciement personnel ». *Chantage encore !*

5/ Tous les salariés auront droit à une complémentaire santé

FAUX 4 millions de salariés ne bénéficient pas d'une complémentaire-santé. Pour pallier ce manque, les patrons devront ouvrir des négociations. À défaut d'accord, ... négocier « dans le cadre de l'obligation annuelle de négocier sur la prévoyance ... », avant le 1er janvier 2016. En clair, les salariés des petites entreprises seront exclus de ces dispositifs qui seront subordonnés à la modification des dispositifs d'exonérations sociales dont bénéficient les entreprises. *A noter qu'entre mutuelle et assurance privée le choix sera celui du patron (on voit déjà lequel) et 50% à la charge du salarié ! La SECU subira les effets secondaires de cette loi !*

6/ L'accord facilite les licenciements économiques

FAUX Il facilite tous les autres dispositifs de licenciements. L' accord ne modifie pas la définition du licenciement économique. Mais il prévoit la possibilité pour l'employeur de construire son projet seul et, après consultation (contrainte) du comité d'entreprise, et obtenir une validation dans le délai d'1 mois auprès de l'inspection du travail qui manque de moyens pour respecter ce délai . Délai passé, le projet sera applicable. Le salarié, isolé, n'aura plus que 12 mois pour contester la réalité économique de son licenciement.

7/ Les représentants des salariés vont siéger dans les conseils d'administration des grandes entreprises

VRAI Comme cela se fait aujourd'hui dans nombre de groupes publics ou privés mais avec 1 représentant des salariés contre 12 pour les actionnaires, les salariés auront-ils leur mot à dire sur la stratégie de leur entreprise ? Auront-ils le droit de décider ? Non, bien sûr !

8/ Si une lettre de licenciement présente un vice de forme, elle sera quand même valable

VRAI Puisque les signataires conviennent que la sécurité juridique des relations de travail peut être compromise si des irrégularités de forme sont assimilées à des irrégularités de fond . Ainsi, une mauvaise rédaction de la lettre de licenciement rend aujourd'hui le licenciement irrégulier. Demain, il faudra aménager le droit et la constitution pour que cela ne gène plus les signataires. Et le délai de prescription pour se pourvoir en justice sera réduit à 2 ans au lieu de 5.

9/ Les temps partiels imposés seront mieux payés et mieux organisés

FAUX Le travail à temps partiel est une source de précarité pour de nombreux salariés, majoritairement des femmes, et la répartition des horaires et la durée du travail sont souvent imposées. 6 travailleurs à temps partiel sur 10 voudraient travailler plus. Avec l'accord, la flexibilité devient la règle puisque les heures seront lissées sur tout ou partie de l'année . Et le nombre minimum pourra être diminué pour permettre [au salarié] de cumuler plusieurs employeurs. Le bonheur, quoi! L'accord prévoit d'aller plus loin et d'expérimenter le contrat de travail intermittent .

10/ L'accord constitue une régression du droit du travail

VRAI L'accord revient sur le contenu des règles de droit. Il ne favorise que la négociation de branche et d'entreprise mais ne rend en rien obligatoires des accords majoritaires. Il permet des dérogations temporaires pour permettre aux entreprises « de passer un cap difficile ». Bref, on comprend que le Wall Street Journal se félicite que « les employeurs français gagnent une nouvelle flexibilité du travail » pour plus de profits !

Les Propositions Du Front De Gauche

1> Une véritable sécurité d'emploi et de formation permettant de garantir des droits d'une entreprise à une autre .

2> Droit de veto des comités d'entreprise pour s'opposer aux plans de licenciements et faire examiner et financer des plans alternatifs.

3> Lois contre les licenciements boursiers et droit de reprise aux salarié-es.

4> Droits de représentants des salariés-es dans les conseils d'administration pour débattre des choix stratégiques de l'entreprise.

5> Égalité femmes-hommes notamment en matière de salaires.

6> Réduire les CDD à 5% dans les grandes entreprises et 10% dans les petites

NON A L'AUSTERITE ET AU CHÔMAGE !

UNE ALTERNATIVE EST POSSIBLE !

Les propositions du Front De Gauche

De l'argent, il y en a !

Des mesures immédiates pour dégager des recettes nouvelles, comme la **suppression des niches fiscales** sans utilité sociale, économique et écologique **(a minima 42 Mds€)** à commencer par les niches fiscales liées à l'impôt sur les sociétés **(80 Mds€)** ainsi que la **taxation des revenus du capital à la hauteur des revenus du travail** par une fiscalité **transparente et réellement progressive avec 14 tranches** et un **revenu maximum à 20 fois le revenu médian** (qui rapporterait au total 20 Mds€).. **S'attaquer aux 70 milliards d'€uros d'évasion fiscale et de fraude fiscale !**

On n'a pas mis dehors la droite pour avoir ça !
Contre l'austérité, d'où qu'elle vienne, nous devons être rassemblé pour agir dès maintenant !

De nouveaux droits pour les salariés

Une **loi d'interdiction des licenciements économiques dans les entreprises** en bonne santé financière et une **« sécurité sociale professionnelle »** assurant aux travailleurs privés d'emploi la continuité de leurs droits, financée en partie par une nouvelle cotisation patronale. **Des nationalisations démocratiques** pour maintenir et transformer des filières industrielles dans le cadre d'une production nouvelle sur des critères sociaux et écologiques.

Augmenter les salaires

Des mesures pour les salaires et combattre la précarité avec un **SMIC à1700 euros brut**, le relèvement des minima sociaux, **la limitation des CDD à 5 et 10 %**, la poursuite de la réduction du temps de travail (durée légale réduite, **35h réelles et retraite à 60 ans**) et l'abrogation de l'ensemble des lois ayant inversé la hiérarchie des normes et affaibli le code du travail.

Réorienter les banques

La réorientation démocratique des banques et de la finance avec la **création d'un pôle financier public**, renforcé par la nationalisation de banques privées, pour financer les projets en faveur de l'emploi, du logement, des transports, des services publics, de la transition écologique.

Planification écologique

La transition énergétique et la réindustrialisation par la **planification écologique**, en mobilisant les investissements en faveur des **énergies renouvelables** et du développement des transports publics ferroviaires.

Changer d'Europe

Le refus d'appliquer les règles « euro-austéritaire » pour **changer d'Europe** par un processus de convergence sociale et fiscale par le haut. La **banque centrale européenne** doit agir pour l'emploi en prêtant aux Etats à 1% !

Services publics renforcés

Le développement des **services publics**, en créant massivement des **postes de fonctionnaires** dans **la santé, l'éducation nationale, le logement social ou la petite enfance** mais aussi la justice et la recherche. Autant d'activités qui relanceront les productions et l'emploi industriel !

Une délégation d'Avionnais le 30 Septembre 2012 dans la manifestation nationale pour refuser le Traité Austéritaire Européen !

FETE D'AVION 2013

La Section PCF d'Avion

8 & 9 Mai 2013

Animations-Resto-Brasserie

Venez nombreux réservez dès maintenant

Billets à retirer auprès des militants du PCF

De votre connaissance

Ou au siège face à la Mairie d'Avion

Chaque samedi matin

EXPRIMEZ -VOUS ! DONNEZ-NOUS VOTRE AVIS !

AVION - Parti Communiste Français

Parti libre pour bâtir un monde juste ! Rejoignez-nous !

NOM_____ Prénom _____

Adresse _____

Courriel _____ T°_____

Pour tout renseignement : Section PCF d'Avion, 24 place Jacques Duclos 62210 Avion - T° 0688754879 - **Courriel : contact@pcfavion62.org**

Site internet : http://pcfavion62.org

IPNS